

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Casques bleus gabonais : Yves Ditengou ne décolère pas

S.A.M.
Libreville/Gabon

Le général de division Yves Ditengou, chef d'état-major général des Forces armées gabonaises (CEMGFAG), n'a pas du tout apprécié, lundi dernier, que le contingent gabonais engagé dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), dont le retrait a récemment été ordonné par l'Onu, soit impliqué dans de nombreux cas d'allégations, d'exploitation et d'abus sexuels. Une enquête devrait faire la lumière sur cette situation et d'autres soupçons, puisque

certains faits remontent à 2017, a-t-il signifié. C'est pour cela qu'une délégation d'enquêteurs nationaux, désignée récemment par le ministère de la Défense nationale, mène des investigations conjointement avec le Bureau des services de contrôle interne (BSC) des Nations unies. Le général de division a affirmé, lors d'une cérémonie marquant le retour des soldats gabonais, que "les auteurs devront répondre de leurs actes devant les tribunaux et seront sanctionnés avec la plus grande rigueur".

Yves Ditengou déplore le fait que les avertissements formulés avant le départ des soldats gabonais pour Bangui, n'aient pas été entendus. "Lors de la cérémonie

de présentation officielle de votre bataillon en février dernier, je vous avais rappelé la complexité du cadre onusien et le devoir d'exigence qui s'impose dans ce type de théâtre. (...) Chaque faute individuelle ou collective n'engage pas seulement leurs auteurs, mais rejaillit inmanquablement et fatalement sur l'ensemble du bataillon, sur l'ensemble des Forces de défense et partant, sur la Nation tout entière. (...) C'est aussi pour cette raison que vous avez bénéficié d'une formation pré-déploiement spécifique et approfondie, non seulement dans les domaines tactique et technique, mais aussi comportemental...".

En attendant, le retour du contingent gabonais se fait



Photo : Ulrich MADOUA MADOUA

Le général de division Yves Ditengou passant devant les Casques bleus.

progressivement. Sur les 450 soldats qui le composaient, 90 % des personnels du bataillon ont pu être rapatriés. Le reste des troupes devrait rallier Libreville dans les prochains jours.

CGLUA à Libreville : mieux faire connaître ses missions aux autorités

ENA
Libreville/Gabon

Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA) est l'organisation faîtière et la voix unie assurant la représentation des collectivités locales de l'ensemble du continent africain. Elle est née de la fusion des trois associations de collectivités locales préexistantes qu'étaient l'Union africaine des autorités locales (AULA), l'Union des villes africaines (UVA) et le chapitre africain de l'organisation lusophone des autorités locales, Ciudades unao capitaes y lusofono africana, americanay asiatica (UCCLA). CGLUA rassemble 40 associations nationales de collectivités locales de toutes les régions d'Afrique, ainsi que 2000 villes comptant plus de 100 000 habitants. CGLUA ne représente pas moins de 350 millions de citoyens africains. En séjour à Libreville depuis lundi, une importante délégation de cette organisation conduite par son secrétaire général, Jean-Pierre Elong Mbassi, a eu une séance de travail, hier, avec la maire de



Photo : Antoine ESSONNE NDONG

La délégation des CGLUA et les autorités municipales posant pour la postérité.

la commune de Libreville, Christine Mba Ntutume-Mihindou. À la tête du Conseil municipal de Libreville depuis le 16 juillet dernier, et de facto assurant le magistère des CGLUA (jusqu'en avril 2022), il était tout à fait indiqué que l'édile de Libreville soit mieux imprégnée, non seulement des missions de cette organisation panafricaine mais également de tous les défis et enjeux autour desquels s'articule son fonctionnement. Souhaitant la bienvenue à ses interlocuteurs, la maire de Libreville s'est réjouie de ce que le Conseil municipal s'emploie "avec le bureau exécutif de l'Association des maires du Gabon (AMG) à intégrer les différents

agendas internationaux, le suivi et la mise en œuvre des chantiers en cours, pour s'arrimer et faire face aux nombreux défis du développement durable des villes africaines." Et l'édile d'indiquer : "Encore que plusieurs questions de développement qui intéressent les plus hautes autorités gabonaises, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sont fort heureusement partagées par notre institution panafricaine".

Dans son exposé, Jean-Pierre Elong Mbassi devait insister sur le souhait de voir davantage les femmes et les jeunes intégrer les politiques des cités africaines.

Tribune des partis politiques Énième facteur bloquant...

Nous l'annonçons déjà dans une précédente chronique ; les faits confirment notre intuition. Il y a comme un vent de malédiction planant au-dessus du gîte de "l'ancienne Sobraga" où se situe le siège de l'Union nationale (UN). Le parti de "Zach Power" vient d'être frappé par un double deuil. En atteste le passage dans l'au-delà de deux cadres, et pas des moindres, de cette écurie politique.

Première à avoir franchi le point de non-retour, la vaillante Marie Agnès Koumba. Cette ancienne présidente des femmes de l'Union nationale aura marqué son passage terrestre. Sa famille politique garde de cette dernière l'image d'une femme courageuse, engagée, déterminée, courtoise et très humble. Et comme "un malheur ne vient jamais seul", quelques jours plus tard le tour est revenu au "fils de Nzamalique". Casimir Oye Mba, ancien gouverneur de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), ancien Premier ministre et vice-président de l'UN a été emporté par le "tueur invisible", le Covid-19 à l'âge de 79 ans.

Une mort subite qui meurtrit dans sa chair et son être Paulette Missambo (Ndlr : candidate à la succession de la tête de file de l'UN), au regard de sa proximité avec feu "Cam la classe". Des décès ayant un impact sur le scrutin devant aboutir au passage de témoin du "vieux homme". Le "patriarche de l'ancienne Sobraga", a clairement annoncé en décembre dernier son retrait de la scène politique après près de cinq décennies de militantisme aussi bien dans les rangs du "parti au pouvoir" que dans ceux de l'opposition, qualifiée de radicale par certains observateurs et autres analystes.

À moins de passer outre nos us et coutumes, la période de deuil sous nos tropiques impose un temps de silence, une trêve, diront certains en hommage aux disparus. De quoi faire les affaires du président du Bureau du congrès, Raphaël Badenga Lendoye n'ayons pas peur des mots — qui telle une limace peine à organiser ledit scrutin. C'est dire que de jour en jour ce fameux passage de témoin ressemble à une Arlésienne.

Yannick Franz IGOHO